



PREFET DU HAUT-RHIN

Direction Départementale des Territoires  
Service Eau, Environnement et Espaces Naturels



## ARRETE

du 25 FEV. 2016

**portant délimitation des zones d'éligibilité  
aux mesures de protection des troupeaux contre la prédation (cercles 1 et 2)  
pour l'année 2016**

**LE PREFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le règlement d'exécution (UE) n° 335/2013 de la Commission du 12 avril 2013, modifiant le règlement (CE) n° 1698/2005 du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) modifié et le règlement d'application (CE) n° 1974/2006 de la Commission en date du 15 décembre 2006 ;
- VU** le décret n° 2013-194 du 5 mars 2013, relatif aux opérations de protection de l'environnement dans les espaces ruraux ;
- VU** l'arrêté interministériel du 19 juin 2009 modifié, relatif à l'opération de protection de l'environnement dans les espaces ruraux portant sur la protection des troupeaux contre la prédation (dispositif OPEDER) ;
- VU** la localisation des indices de présence de l'espèce *Canis lupus* relevés par les membres du réseau Grands Carnivores depuis 2011 sur le département du Haut-Rhin ayant conduit à le qualifier en Zone de Présence Permanente (ZPP) ;
- VU** la forte pression exercée par l'espèce sur les troupeaux domestiques du département des Vosges localisés sur le Massif Vosgien ;

**Considérant** les constats d'attaque sur faune sauvage dans l'ensemble du massif vosgien et sur un troupeau domestique sur la Commune de Rombach-le-Franc ;

**Considérant** que le Massif Vosgien constitue un corridor naturel favorable au déplacement de l'espèce *Canis lupus* ;

**Considérant** le caractère opportuniste de l'espèce et ses facultés à coloniser tout type de milieu ;

**Considérant** les risques d'attaque sur les troupeaux domestiques présents sur le Massif Vosgien, le Piémont et le Sundgau tels que mis en évidence dans l'étude de vulnérabilité des troupeaux réalisée en 2015 conjointement par la DREAL Alsace et la Chambre d'Agriculture ;

**Considérant** la nécessité de pouvoir mettre en œuvre les moyens nécessaires pour protéger les troupeaux domestiques dans le cadre du dispositif OPEDER, permettant aux éleveurs d'assurer le maintien de l'activité pastorale et d'être accompagnés dans l'évolution de leur systèmes d'élevage en limitant les surcoûts liés à la protection des troupeaux ;

**SUR** proposition du Directeur Départemental des Territoires du Haut-Rhin ;

## A R R E T E

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 19 juin 2009 susvisé, les cercles concernant l'opération de protection des troupeaux contre la prédation sont constitués des communes ou parties de communes suivantes :

### CERCLE 1

ROMBACH-LE-FRANC
------------------

### CERCLE 2

ALTENACH	HAGENTHAL-LE-HAUT	MASEVAUX-NIEDERBRUCK
AUBURE	HINDLINGEN	MERTZEN
BELLEMAGNY	HOHROD	METZERAL
BENDORF	HUSSEREN-WESSERLING	MITTLACH
BETTLACH	ILLTAL	MITZACH
BIEDERTHAL	KIFFIS	MOERNACH
BITSCHWILLER-LES-THANN	KIRCHBERG	MOLLAU
BOURBACH-LE-BAS	KOESTLACH	MONTREUX-JEUNE
BOURBACH-LE-HAUT	KRUTH	MONTREUX-VIEUX
BOUXWILLER	LABAROCHE	MOOSCH
BRECHAUMONT	LAPOUTROIE	MOOSLARGUE
BREITENBACH-HAUT-RHIN	LAUTENBACH	MUESPACH
BUHL	LAUTENBACHZELL	MUHLBACH-SUR-MUNSTER
CHAVANNES-SUR-L'ETANG	LAUW	MUNSTER
COURTAVON	LE BONHOMME	MURBACH
DOLLEREN	LE HAUT SOULTZBACH	OBERBRUCK
DURLINS DORF	LEIMBACH	OBERLARG
DURMENACH	LEVONCOURT	ODEREN
ELBACH	LEYMEN	OLTINGUE
ESCHBACH-AU-VAL	LIEBENSWILLER	ORBAY
ETEIMBES	LIEBSDORF	ORSCHWIHR
FELDBACH	LIEPVRE	OSENBACH
FELLERING	LIGSDORF	PFETTERHOUSE
FERRETTE	LINS DORF	RAEDERS DORF
FISLIS	LINTHAL	RAMMERSMATT
FRELAND	LUCELLE	RANSPACH
FRIESEN	LUTTENBACH-PRES-MUNSTER	RETZWILLER
GEISHOUSE	LUTTER	RIESPACH

GOLDBACH-ALTENBACH	MAGNY	RIMBACH-p-Guebwiller
GRIESBACH-AU-VAL	MALMERSPACH	RIMBACH-p-Masevaux
GUNSBACH	MANSPACH	RIMBACHZELL
RODERN	SICKERT	VALDIEU-LUTRAN
ROMAGNY	SONDERNACH	VIEUX-FERRETTE
ROPPENTZWILLER	SONDERSDORF	WALDIGHOFEN
ROUFFACH	SOULTZ-Haut-Rhin (secteur chaumes du Grand Ballon et du Kohlschlag)	WASSERBOURG
RUEDERBACH	SOULTZBACH-LES-BAINS	WATTWILLER (chaumes du Molkenrain)
SAINT-AMARIN	SOULTZEREN	WEGSCHEID
SAINT-COSME	SOULTZMATT	WERENTZHOUSE
SAINT-ULRICH	STEINSOULTZ	WESTHALTEN
SAINTE-CROIX-AUX-MINES	STORCKENSOHN	WILDENSTEIN
SAINTE-MARIE-AUX-MINES	STOSSWIHR	WILLER-SUR-THUR
SENTHEIM	STRUETH	WINKEL
SEPPOIS-LE-BAS	THANNENKIRCH	WOLSCHWILLER
SEPPOIS-LE-HAUT	UEBERSTRASS	
SEWEN	URBES	

La carte de ces cercles est annexée au présent arrêté.

## **Article 2 :**

Les éleveurs conduisant leurs troupeaux dans ces communes sont éligibles aux aides à la protection des troupeaux contre la prédation, dans les conditions définies par le décret 2013-194 du 5 mars 2013 et de l'arrêté du 19 juin 2009 modifié.

## **Article 3 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin et Monsieur le Directeur départemental des Territoires du Haut-Rhin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département du Haut-Rhin.

Fait à Colmar, 25 FEV. 2016

Le Préfet

Pascal LELARGE

### Délai et voie de recours :

« Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification, si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation », en vous adressant au Tribunal Administratif de Strasbourg, à l'adresse suivante :

Tribunal Administratif de Strasbourg  
31 avenue de la Paix – BP 51038  
67070 STRASBOURG CEDEX

Le cas échéant, le recours contentieux devra être introduit dans les délais mentionnés ci-dessous :

Article R421-1 du code de justice administrative : « *sauf en matière de travaux publics, la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée* », article R421-2 du code de la justice administrative : « *sauf disposition législative ou réglementaire contraire, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet. Les intéressés disposent, pour se pourvoir contre cette décision implicite, d'un délai de deux mois à compter du jour de l'expiration de la période mentionnée au premier alinéa. Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient dans ce délai de deux mois, elle fait à nouveau courir le délai du pourvoi* ».